



ASSEMBLEE COMMUNALE EXTRAORDINAIRE

DU 13 MAI 2025

Lieu : Salle communale de Bonfol

Début / Fin : 20h00 / 21h25

Scrutateurs : MM. **GB** et **GG**

Ayants droit : 28 ayants droit sont présents

Le **Vice-Président** souhaite la bienvenue aux Autorités communales et aux Citoyennes et Citoyens présent(e)s. Il les remercie pour leur participation à cette Assemblée et relève qu'il est toujours agréable de pouvoir échanger et de répondre aux questions.

Il accueille **M. Jérémy Huber**, chargé de mission au SIDP, venu présenter le point 2 de l'ordre du jour.

Cette Assemblée communale extraordinaire a été régulièrement convoquée par le Journal Officiel N° 15 du 17 avril 2025, ainsi que par le bulletin d'information N° 7 de la Commune de Basse-Vendline.

Ordre du jour

1. Procès-verbal de la dernière Assemblée communale.
2. Discuter et voter une participation financière de CHF 13'000.00 au capital-actions de la société Energies District de Porrentruy « EDP SA », sous réserve de sa constitution ; donner compétence au Conseil communal pour se procurer le financement et signer les actes y relatifs.
3. Prendre connaissance et approuver les directives de vente concernant le lotissement « La Côtatte » de la Commune mixte de Basse-Vendline.
4. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif à la taxe de séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes pratiquant le camping résidentiel de la Commune mixte de Basse-Vendline.
5. Statuer sur la demande d'octroi du droit de cité communal déposée par Madame Isabel Martin Osete.
6. Divers

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

1. Procès-verbal de la dernière Assemblée communale

Le **Vice-Président** demande si l'Assemblée a des remarques à formuler sur le procès-verbal de la dernière Assemblée communale.

Personne n'ayant de remarque, le procès-verbal de la dernière Assemblée communale est accepté à la majorité.



2. Discuter et voter une participation financière de CHF 13'000.00 au capital-actions de la société Energies District de Porrentruy « EDP SA », sous réserve de sa constitution ; donner compétence au Conseil communal pour se procurer le financement et signer les actes y relatifs.

Claude André informe que depuis quelque temps, le SIDP réfléchissait à créer une société d'investissement en énergie 100% régionale. Les communes du district ont été consultées et un groupe de travail a été constitué.

Ce groupe de travail a réfléchi pour savoir si une telle société pouvait être créée, sous quelle forme et avec quels buts. Le but de cette société est le développement, le financement et/ou l'exploitation de projets, afin de réaliser la transition énergétique dans l'ensemble du district : comme des projets d'installations photovoltaïques, de chauffage à distance, d'isolation thermique de bâtiments, de technique innovante.

Cette société sera constituée sous la forme d'un partenariat public-privé, mais les communes détiendront des actions privilégiées dans le capital de la future société.

Le Conseil communal propose de prendre connaissance de la création de la société Energies District de Porrentruy (EDP SA) et de voter la participation financière de CHF 13'000.00 à son capital-actions.

Il demande au **Vice-Président** de faire voter l'entrée en matière.

L'entrée en matière est acceptée à la majorité.

La parole est passée à **M. Jérémie Huber** pour la présentation du dossier. Une présentation Powerpoint est simultanément projetée.

1. Historique

Il informe que la transition énergétique doit connaître une accélération dans sa mise en œuvre pour atteindre les objectifs suivants :

1. Installations solaires 2. Chauffages à distance 3. Projets de RCP (regroupements de consommateurs propres) 4. Communautés électriques locales (CEL) 5. Assainissement énergétique des bâtiments 6. Réseau de bornes de recharges électriques

Il indique que les collectivités locales n'ont pas les moyens humains et financiers pour mettre en œuvre la transition énergétique malgré des potentiels identifiés. A Porrentruy, un outil capable de financer les objectifs a été cherché, sans peser sur les finances communales et la société d'investissements, sous la forme d'une SA a rapidement été retenue. Porrentruy a joué le jeu de la régionalisation en présentant cette opportunité aux communes du district. La solution identifiée repose sur plusieurs modèles existants (ville de Fribourg et modèles privés). Dans le but d'augmenter le capital-actions et de profiter des compétences dans la gestion d'entités privées, les communes ont souhaité ouvrir les participations aux acteurs privés régionaux.

L'ambition de l'outil :

1. Intervenir là où les moyens humains et financiers ne permettent pas la concrétisation des projets. 2. Circuit court de l'énergie : produite localement, consommée localement. 3. Circuit court des prestations : infrastructures élaborées par des entreprises locales et construites par des entreprises locales, en créant de la valeur ajoutée. 4. Circuit court de l'argent : investisseurs locaux avec des rendements locaux (à terme). 5. Innovation : développer sur le territoire des infrastructures éprouvées ailleurs en Suisse et l'international.



2. Des projets identifiés

Les projets identifiés dans les Communes sont communiqués et y figurent à Bonfol : un projet photovoltaïque au SEVEBO pour CHF 143'000.00 et la rénovation et l'extension du chauffage à distance pour CHF 400'000.00.

3. Structure de la SA

La SA a comme but :

- développement, financement et/ou exploitation de projets de transition énergétique sur les parcelles propriétés des communes actionnaires, de collectivités publiques ou de tiers
- traiter toutes les opérations qui seraient en relation directe ou indirecte avec son but principal, notamment la recherche de financement auprès d'investisseurs privés ou publics intéressés à participer à la poursuite du but de la société.

Capital-actions

Un capital-actions de CHF 1.1 mio est souhaité sous forme de partenariat public-privé (action privilégiée). La part en cours de validation par les communes est de CHF 400'000.000, il doit assurer à minima la concrétisation des premiers projets. Des participations privées importantes sont souhaitées (action ordinaire), à partir de CHF 50'000.00. L'ouverture du capital à des partenaires privés se fera sous la forme d'actions ordinaires, alors que les communes détiendront des actions privilégiées. Cette distinction est souhaitée afin d'assurer la cohérence des actions d'EDP SA avec les politiques énergétiques publiques. Les communes garderont ainsi une position majoritaire lors des décisions, sans être majoritaires en termes d'investissement. Le nombre de projets à financer démontre le besoin d'un capital-actions de départ significatif. L'objectif est de le porter à CHF 1.1 mio. La participation au capital-actions est privilégiée, mais des soutiens alternatifs sont possibles, selon l'intérêt, les obligations et contraintes (ex: prêts à taux réduits, prêts sans remboursement, etc.).

Intérêts pour les partenaires privés et para-publics :

Les industriels et entités parapublics de la région participent à une action commune de développement de leur territoire de production. En investissant dans la société, les actionnaires se voient offrir des solutions de financement ou des solutions techniques pour leur transition énergétique. Ils profitent du savoir-faire et des qualifications dont disposera la société. Les industriels profitent à terme des projets réalisés (achat d'énergie verte, stabilisation des prix, etc). Ils sont informés des développements à vocation énergétique et planifient leurs actions en connaissance de cause.

Intérêts pour les communes du district :

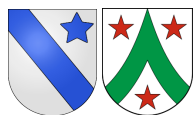
Financer des infrastructures énergétiques sans préjudice la situation financière des collectivités locales. Améliorer le bilan énergétique des communes et répondre aux objectifs de la transition énergétique. Profiter des compétences existantes et centralisées dans le domaine énergétique. Devenir un interlocuteur intéressant pour les entreprises et faciliter leur transition énergétique.

Intérêt pour la République et Canton du Jura :

Avoir un interlocuteur sur la thématique de la transition énergétique pour 18 communes et utiliser ce contact privilégié pour transmettre les informations spécifiques aux acteurs régionaux.

Planification financière :

Pour être financé, un projet doit être individuellement rentable, la structure générale ne sera ainsi pas mise en péril. Pour les installations solaires, la part d'autoconsommation est valorisée pour limiter l'impact des tarifs de reprise fluctuants. Les recettes sont issues de la vente d'énergie de chaque infrastructure. Les frais de suivi administratifs et financiers, d'exploitation et de renouvellement des



infrastructures sont compris dans le prix de revente de l'énergie. Ces coûts sont issus de la littérature spécialisée. Durant les 10 premières années, les bénéfices seront très certainement réinvestis dans d'autres projets. La planification financière présentée est constituée sur la base de projets transmis par les communes, d'autres projets, parfois plus innovants, s'ajouteront.

4. Innovation

Volonté d'amener des solutions novatrices dans la gestion des énergies sur le territoire concerné

1. Soutien probable de l'Etat pour mise en œuvre d'innovations. 2. Objectif d'attribuer un montant de CHF 75'000.00/an sur les 3 premières années. D'autres soutiens financiers seront sollicités pour faire augmenter les moyens disponibles.

Quelques domaines d'applications visés à ce jour :

1. Regroupements de consommateurs propres à l'échelle d'une zone d'activité ou portion de celle-ci. 2. Communautés électriques locales (optimiser le rendement des installations existantes et futures). 3. Modèle économique pour l'assainissement énergétique des bâtiments, exemple isolations périphériques et autres. 4. Pyrolyse du bois afin de produire de l'électricité de manière décentralisée (là où la demande est forte, exemple dans les zones d'activité). 5. Éoliennes à axe vertical. 6. Réseau CO2. 7. Etc.

M. **Jérémy Huber** informe qu'actuellement, 17 Assemblées ont déjà voté et Basse-Vendline est aujourd'hui la dernière à se prononcer. De plus, une commune n'a pas accepté de participer à ce projet.

5. Prochaines étapes et perspectives :

1. Contacts avec les partenaires privés 2. Validation des statuts de EDP SA. 3. Validation des participations par les communes (assemblée). 4. Contacts pour concrétiser le premier projet : juin 2025. 5. Constitution de EDP SA (assemblée constitutive). 6. Mise en œuvre des projets planifiés. 7. Démarrage de la partie « innovation ».

Perspectives à court et moyen terme :

Installations solaires, changement de chauffages et réalisation de mini chauffages à distance / Développement et testes de solutions novatrices en lien avec les nouvelles bases légales / Développement et tests de solutions novatrices / Déploiement des infrastructures relatives aux nouvelles bases légales / Déploiement des infrastructures novatrices.

FH : en cas de participation, est-ce que l'on sera obligé de travailler avec des entreprises locales si l'on a un projet, même si des entreprises extérieures seraient moins chères ?

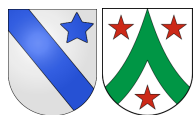
Jérémy Huber : il y aurait un appel d'offres avec des entreprises de la région, car l'idée est de faire travailler les entreprises locales, mais en cas d'entente entre les entreprises et si les prix devaient être beaucoup trop élevés, la procédure serait alors cassée et une nouvelle procédure serait lancée.

GB : c'est quoi une éolienne à axe vertical et sont-elles recyclables ?

Jérémy Huber : c'est une éolienne dont l'hélice tourne comme celle d'un hélicoptère. Elles font beaucoup moins de bruit et sont moins nuisibles pour la faune.

MM : les éoliennes ne sont pas recyclables et toutes ces énergies alternatives ne sont ni renouvelables, ni écologiques. Le Conseil fédéral et la population ont voté pour ces énergies, mais chacun est libre de décider pour quoi il veut travailler, or l'alternative pour lutter contre la crise énergétique est d'utiliser l'énergie de son propre corps en se remettant au travail.

GB : il n'a pas vu d'installation au biogaz. Est-ce que cela pourrait entrer dans le projet ?



Jérémy Huber : oui, cela pourrait rentrer dans le projet. Une liste définitive n'a volontairement pas été établie car le projet pourrait évoluer et il n'y avait pas de volonté de figer les choses. Toutefois, on sait que le renouvellement des installations de biogaz devient un problème au niveau financier, car la Confédération a revu ses projets.

GB : est-ce que les éoliennes à axe vertical ont les mêmes contraintes que les autres éoliennes qui sont censées être implantées dans des parcs éoliens ou peut-on les installer partout ?

Jérémy Huber : elles ont les mêmes contraintes que les autres. Il y a un processus très long au niveau du plan directeur cantonal, d'information à la population et de dépôt public. C'est le même principe pour les deux sortes d'éoliennes.

GB : où pourrait-on en voir une ?

Jérémy Huber : l'étude n'a pas encore été lancée. Il faudra donc réfléchir à ces implantations. Pour le Canton du Jura, des sites ont été retenus dans le district (Haute-Ajoie et Bure).

GB : est-ce qu'il y a une photo de ce genre d'éolienne ?

Jérémy Huber : n'a pas de photo, mais il indique qu'elles sont aussi hautes que les autres (100 mètres) avec des pales de 30 mètres.

IMO : elles détruisent en partie le paysage et les oiseaux et lorsqu'il faut les démonter, cela coûte très cher.

Jérémy Huber : il n'a pas été dit que des éoliennes seraient posées à Basse-Vendline.

GG : on parle de réalisation de mi-chauffage, c'est à partir de combien de KW, si l'on part sur le principe d'une chaudière au bois déchiqueté ?

Jérémy Huber : une sollicitation est venue d'une commune pour réfléchir à un mini-chauffage à distance pour plusieurs bâtiments communaux. Cela entre dans le projet, comme le remplacement d'un chauffage existant. Comme toutes les communes ont été rencontrées on constate qu'elles préfèrent financer elles-mêmes ces installations pour en rester maîtres. Comme déjà dit, le propriétaire peut être accompagné dans la démarche et ensuite choisir s'il souhaite le payer seul ou s'il veut utiliser l'outil pour la financer.

IMO : on n'a pas parlé de géothermie.

Jérémy Huber : il y a une série de thématiques qui sont intégrées. On sait que pour la géothermie cela génère un certain genre de réactions, tout comme pour l'éolienne. De plus, le secteur n'est pas retenu pour de la géothermie profonde.

MT : est-ce que l'on pourra aller vers la société pour se renseigner lors d'un projet et est-ce qu'elle facilitera le processus de demande de permis ?

Jérémy Huber : si la société est appelée à financer le projet et à en devenir la propriétaire, elle fera la procédure. La société n'accompagnera pas un projet privé de changement de chauffage ou de pose de panneaux photovoltaïques.

FH : si la Commune refait le chauffage et que la société le finance, dans ce cas elle s'occupera de toutes les démarches. Dans le cas contraire, la Commune devra gérer l'ensemble du projet, mais nous seront actionnaires ?

Jérémy Huber : confirme et indique que la société pourra travailler pour la Commune qui décidera ensuite si elle souhaite le financer elle-même. Le but est d'accompagner et que le projet se réalise, car il y a beaucoup de projets qui n'aboutissent pas faute de moyens financiers.

MT : il y aura combien de collaborateurs ?



Jérémy Huber : il n'y aura pas un bureau d'ingénieurs, le but étant de faire travailler les bureaux d'ingénieurs locaux. Il y aura un ou deux collaborateurs, pas plus. Bien entendu, si la société fonctionne bien, il faudra alors penser à l'agrandir.

IC : avec toutes les grandes toitures qu'il y a en Ajoie, il est dommage qu'il n'y ait pas plus de photovoltaïque.

Jérémy Huber : il y a beaucoup d'opportunités légales qui seront mises en œuvre dès 2026 pour équiper ces toitures d'installations photovoltaïques rentables.

FH : l'Assemblée doit donner à la Commune l'autorisation de dépenser CHF 13'000.00. Alors si le projet est voté, elle souhaite savoir où la somme sera prise sans s'endetter plus, car on veut voter un crédit pour un projet qui n'est pas forcément pour nous dans les années à venir ?

Jérémy Huber : l'avantage d'une société privée est que l'argent reste dans les comptes communaux et il ne pèse pas la capacité d'investissement. Cette somme restera toujours dans le bilan et cela ne génère pas d'endettement. Au pire, la Commune perd cet investissement, au mieux, cette somme prend de la valeur et augmente la capacité d'investissement.

FH : cette somme sera donc sur le papier, mais on ne pourra rien faire avec et on ne pourra pas l'investir si on en a besoin, car elle fera partie de la société anonyme.

Jérémy Huber : confirme

Claude André : avant tout investissement, le Conseil communal se pose la question de savoir où il prendra l'argent. Il informe que le financement de ce crédit est lié à la transition énergétique pour laquelle un règlement sur les redevances communales électriques a été accepté et BKW facture une taxe de 0.7 centimes qui est mise dans les comptes et une redevance pour la vocation énergétique de 0.8 centimes à placer sur un fonds. Plutôt que de laisser cet argent sur un fonds, il peut être prélevé pour un projet à l'échelle intercommunale. L'argent sera donc disponible en 2025 car ces taxes sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2025. Ces deux redevances vont exploser pour la Commune de Basse-Vendline.

Le Maire complète les propos de M. **Claude André**. En disant que les rentrées vont exploser, cela ne va pas exploser pour tous les ménages. Cela signifie qu'un règlement sur les redevances a été voté l'année passée. Ces redevances de 0.7 et 0.8 centimes étaient déjà en vigueur et ce n'est donc pas quelque chose de nouveau, mais la seule chose qui a changé avec ce règlement c'est que les redevances pour les entreprises étaient limitées à CHF 300.00 par compteur, or cette limite n'existe plus et c'est cela qui fait que cette redevance va générer des rentrées supplémentaires dans les comptes communaux et c'est avec cet argent que des projets vont voir le jour. Cet argent n'a pas été prévu spécifiquement pour cela, mais nous profiterons du changement de loi pour créer cette société, si l'Assemblée l'accepte.

JMM : est-ce que l'on a déjà une projection de ce que représenteront ces taxes pour 2025 ?

Le Maire : de mémoire, les rentrées budgétisées pour la Commune devraient passer de moins de CHF 20'000.00 avant à CHF 75'000.00 dès 2025. Il précise qu'il y aura très peu de consommateurs concernés dans les ménages, mais c'est surtout les grands consommateurs, à savoir les entreprises qui paieront cette taxe.

MM : n'a pas bien compris. Pour les CHF 13'000.00 on les sort, mais ils restent dans les comptes ?

Jérémy Huber : c'est comme pour toutes les participations à une société, cela reste dans les comptes de la collectivité. C'est pareil pour la SEDRAC.

MM : ce n'est pas pareil pour lui. Il n'a pas le droit de signer un chèque de CHF 5'000.00 s'il n'a que CHF 3'000.00 sur son compte.

Le Maire : c'est pour cela que l'on vient de dire qu'il y a de l'argent sur le compte.



Plus personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

L'Assemblée accepte par 24 voix contre 1 opposition, une participation financière de CHF 13'000.00 au capital-actions de la société Energies District de Porrentruy « EDP SA », sous réserve de sa constitution et elle donne compétence au Conseil communal pour se procurer le financement et signer les actes y relatifs.

Le Président remercie M. Jérémy Huber qui quitte la salle.

3. Prendre connaissance et approuver les directives de vente concernant le lotissement « La Côtatte » de la Commune mixte de Basse-Vendline.

Markus Schwendimann informe que le lotissement « La Côtatte » à Beurnevésin constitue la seule zone constructible appartenant à la Commune de Basse-Vendline. C'est pourquoi le Conseil communal a décidé de morceler cette zone en plusieurs parcelles. Huit terrains sont désormais disponibles à la vente.

Afin d'assurer une procédure claire et équitable, des directives de vente ont été élaborées et elles sont inspirées par celles utilisées précédemment pour le lotissement « Le Rételat » à Bonfol.

Il demande au **Vice-Président** de faire voter l'entrée en matière.

L'entrée en matière est acceptée.

Markus Schwendimann relève qu'à la lecture de ces directives, l'Assemblée pourra constater que le Conseil communal souhaite encadrer la vente des terrains en précisant notamment qui peut acheter, à quel prix et pour quel usage. L'objectif est de donner la priorité aux personnes désirant construire leur résidence principale dans notre Commune, tout en respectant la législation en vigueur et en simplifiant la gestion de ces ventes. Il propose d'ouvrir la discussion à l'issue de la lecture du document.

Markus Schwendimann donne lecture des directives de vente concernant le lotissement « La Côtatte » qui sont simultanément projetées au beamer.

GB : combien y a-t-il de parcelles libres à Beurnevésin et Bonfol ?

Markus Schwendimann : il n'y en a plus aucune à Bonfol, la dernière étant vendue. Pour Beurnevésin, une parcelle est réservée et il en reste donc 7. Toutefois, il y a également des parcelles qui appartiennent à des particuliers.

FH : par rapport à quoi ce prix a-t-il été fixé ?

Markus Schwendimann : le prix a été fixé par rapport à la situation du village et des prix pratiqués aux alentours et selon le marché. Comme le règlement le stipule, le prix peut être revu à chaque budget et les parcelles sont viabilisées.

RB : quel est le coût de viabilisation d'une parcelle ? car à ce prix-là, la Commune ne rentrera pas dans son argent.

KG : le coût s'élevait à CHF 45.00.

Markus Schwendimann précise que c'était dans les années 90.

MT : toutes les parcelles sont au même prix ?

Markus Schwendimann : oui



Plus personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

L'Assemblée accepte par 27 voix les directives de vente concernant le lotissement « La Côtatte » de la Commune mixte de Basse-Vendline.

4. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif à la taxe de séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes pratiquant le camping résidentiel de la Commune mixte de Basse-Vendline

Le **Maire** informe que le règlement soumis à l'examen de l'Assemblée vise à encadrer la perception de la taxe de séjour auprès des propriétaires de résidences secondaires, ainsi que des personnes pratiquant le camping résidentiel sur le territoire communal.

Ce nouveau règlement abroge toutes les dispositions antérieures en la matière, notamment les règlements adoptés le 15 mars 1993 par la Commune mixte de Bonfol et le 15 juillet 2014 par la Commune de Beurnevésin.

Il précise la définition des résidences secondaires, fixe les montants des taxes applicables tant aux résidences qu'aux nuitées de camping, et clarifie l'affectation des recettes perçues.

Le texte qui est présenté a été élaboré sur la base du règlement type établi par le Canton et a été préalablement validé par le Délégué aux affaires communales.

Il demande au **Vice-Président** de faire voter l'entrée en matière.

L'entrée en matière est acceptée.

Le **Maire** donne lecture du règlement qui est simultanément projeté au beamer.

GB : il n'a rien vu sur l'obligation de s'annoncer. Comment cela se passe-t-il s'il plante sa tente et qu'il ne s'annonce pas ?

Le Maire : en général, le secrétariat est attentif et pour les appartements, on sait déjà qui est soumis. Pour le cas du camping résidentiel, nous ne devrions pas avoir le cas d'un séjour de six mois de camping. Il rappelle qu'il s'agit d'un règlement type du Canton et certaines modifications que le Conseil communal voulait effectuer n'ont pas été acceptées.

GB : la personne qui se fait pincer pourrait dire qu'il n'y a rien qui dit qu'il doit m'annoncer.

Le Maire : si quelqu'un voit un campeur, il peut l'annoncer.

GB : est-ce que ce ne serait pas judicieux d'ajouter un article ?

Le Maire : n'est pas sûr que l'on puisse changer le règlement ce soir.

Markus Schwendimann : le règlement est principalement prévu pour les résidences dans les bâtiments. Pour le camping, c'est comme pour la personne qui loue un logement et qui ne vient pas s'annoncer à la Commune. C'est donc à la Commune de vérifier.

GB : selon les règlements communaux, la personne qui vient s'établir dans la Commune à 14 jours pour s'annoncer. Il existe donc quelque chose. Si une fois il y a une opposition à la taxe, cela engendrera des frais.

Le Maire : la personne ne pourra pas s'opposer à la taxe, mais par contre, comment on saura que la personne campe depuis six mois est une autre question. On a donc besoin de chaque citoyen et citoyenne pour annoncer des fraudes éventuelles.

MM : la délation est interdite et les Autorités communales l'incitent.

Le Maire : on n'incite pas la délation, nous demandons seulement à être informés, car il est normal de dire si quelque chose d'incorrect se passe au village.



Plus personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

L'Assemblée accepte par 27 voix le nouveau règlement relatif à la taxe de séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes pratiquant le camping résidentiel de la Commune mixte de Basse-Vendline.

5. Statuer sur la demande d'octroi du droit de cité communal déposée par Madame Isabel Martin Osete

Le **Maire** informe que Mme **Isabel Martin Osete** a déposé une requête visant à l'obtention de la nationalité suisse, respectivement à l'octroi du droit de cité communal et cantonal.

Suite à son audition et au terme de l'instruction du dossier, le Service de la population est favorable à l'octroi du droit de cité cantonal. La Commune a donc été informée qu'avant de soumettre le dossier au Secrétariat aux migrations, il appartient à l'Assemblée communale de se prononcer sur l'octroi à Mme **Isabel Martin Osete** du droit de cité de la Commune de Basse-Vendline.

Il demande de faire voter l'entrée en matière.

L'entrée en matière est acceptée.

Le **Maire** informe que Mme **Isabel Martin Osete** est née le 24 novembre 1946 à Barcelone en Espagne, qu'elle est divorcée et qu'elle a trois enfants qui vivent en Angleterre.

Au cours de sa vie, elle a vécu en Espagne, en France, en Angleterre et elle est désormais établie en Suisse.

Retraitée, Mme **Isabel Martin Osete** vit depuis le 9 juin 2011 à Bonfol, où elle a acquis le bâtiment de l'ancienne Céramique d'Ajoie et elle a l'intention de terminer sa rénovation.

Polyglotte, elle parle l'espagnol, le français et l'anglais et elle comprend l'italien.

Sa demande de naturalisation est motivée par le fait qu'elle possède un immeuble à Bonfol, que ses meilleures amies sont de nationalité suisse, qu'elle apprécie énormément le système politique et qu'elle aime nos montagnes.

Le Conseil communal recommande de se prononcer favorablement sur l'octroi du droit de cité de la Commune de Basse-Vendline à Mme **Isabel Martin Osete**.

Mme **Isabel Martin Osete** se retire.

Personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

L'Assemblée accorde à la majorité le droit de cité communal de Basse-Vendline à Mme **Isabel Martin Osete**.

Mme **Isabel Martin Osete** est rappelée dans la salle et le résultat du vote lui est communiqué. Cette annonce est suivie des applaudissements de l'Assemblée.

6. Divers

Claude André donne une information sur un animal invasif qui est le frelon asiatique.

Une présentation est projetée au beamer.

Au niveau du Canton du Jura, la Fédération jurassienne d'apiculture, avec un groupe de pilotage cantonal, l'appui de l'Office de l'environnement et la Fédération rurale interjurassienne assument la surveillance du frelon asiatique.



Les personnes concernées sont les forestiers, bûcherons, agriculteurs, apiculteurs, promeneurs, vétérinaires, coureurs, chasseurs, pêcheurs, fournisseurs d'électricité, propriétaires et communes, naturalistes biologistes, etc..., donc tout le monde.

Quelle est l'évolution de l'invasion du frelon asiatique en Suisse ? Le Jura a été touché dès 2021 et le frelon asiatique s'est surtout développé dans les cantons de Genève et de Vaud, puis dans l'Arc Jurassien qui a été touché de Genève à Bâle en 2023.

Il s'agit d'une espèce peu agressive, mais les risques sanitaires pour l'homme impliquent que les personnes piquées doivent surveiller des éventuelles allergies.

Il est très simple de différencier le frelon asiatique du frelon européen, car sa tête est noire, les extrémités des pattes sont noires et son abdomen est majoritairement noir.

Ce qui cause problème chez nous pour les abeilles, c'est qu'il se présente devant les ruches en vol stationnaire, comme un hélicoptère, et qu'il attrape les abeilles qui entrent ou sortent de la ruche.

Depuis 3 ans, le Canton de Genève développe une race de poules pour attaquer les frelons en vol stationnaire devant les ruches, ceci afin de tenter de diminuer la pression du frelon asiatique.

Le groupe de pilotage aimerait intervenir dans la phase 2, soit en mai-juin pour éliminer la reine de la ruche qui commence à pondre. Il semble qu'au Jura on peut encore freiner la progression, voire s'adapter si sa propagation continue. Il convient donc de toujours les surveiller.

La destruction du nid se fait plutôt en phase 4, soit durant l'hiver. Pour sa part, il a pu voir un nid perché dans les arbres et il faut donc une longue perche pour le faire tomber dans un grand sac et enfin le détruire directement.

Il est demandé à la population lors de la détection du frelon et d'un nid, de le photographier et l'annoncer sur le site internet et par téléphone.

Ces informations peuvent être trouvées sur le site internet de la Commune, du Canton et de la FRI.

Le Maire rappelle de ne pas oublier les 2 votations du week-end, soit le frein à l'endettement et le vote pour le collège Stockmar pour lequel le Conseil communal recommande d'accepter le crédit pour la rénovation de ce bâtiment. On peut parler de la nécessité ou non d'avoir deux places de sports, mais ce n'est pas le débat de ce soir. Par contre pour ce qui est des besoins pour le collège Stockmar d'être rénové, tout le monde est d'accord sur ce fait et pour sa part, il encourage les citoyens à voter.

Il félicite **AW** pour son élection, dont l'entrée en fonction est malheureusement différée en raison d'un recours administratif déposé par son adversaire **MP**. Etant donné qu'une procédure juridique est en cours, le Conseil communal ne fera aucun commentaire à ce sujet, ceci afin d'éviter d'envenimer la situation ou de tenir des propos susceptibles d'être utilisés contre lui. Le Conseil communal regrette cette situation qui contraint l'Autorité communale de Basse-Vendline à fonctionner temporairement avec un membre en moins.

Le Maire informe que les travaux de revitalisation de la Vendline ont démarré et qu'ils avancent bien côté Vendlincourt, où dans le lieu qui était anciennement une forêt, un hotspot est aménagé, c'est-à-dire qu'un lieu de stockage a été aménagé où l'eau pourra se déverser de façon naturelle. Les travaux se poursuivront ensuite en direction du village et les ponts de la rue du Moulin et de la route de Coeuve seront refaits d'ici à la fin de l'été ou cet automne.

Il annonce la fermeture de la route cantonale dès le mercredi 28 mai à midi pour la préparation de la fête de la St-Fromond. Le Conseil communal remercie les sociétés et les personnes qui œuvrent au bon déroulement de ces festivités.



Il informe que la prochaine Assemblée communale des comptes aura lieu le 24 juin prochain et des crédits seront présentés notamment pour le chauffage qui a besoin d'entretien et éventuellement d'une extension.

FH : quand est-ce que la fin des travaux du chantier du bâtiment communal est prévue ?

Le Maire : à l'intérieur du bâtiment les travaux sont quasiment terminés. Pour les travaux extérieurs, les échafaudages sont restés en place, car il fallait attendre que les jours soient meilleurs et d'avoir au minimum 5 degrés la nuit pour poursuivre les travaux sur les façades. Il a vu un e-mail cette semaine dans lequel il est demandé aux entreprises de terminer les travaux, pour que l'échafaudage puisse être démonté pour la fête de la St-Fromond.

IC : l'assemblée de Beurnevésin avait décidé de refaire le chemin des poteaux, avec un ralentisseur, et par la suite, il a été décidé de faire un deuxième ralentisseur. Cela a été voté par l'Assemblée et rien n'a été fait, mais il paraît que c'est en cours.

Le Maire : est désolé, mais il n'est pas au courant de ce dossier.

Claude André : confirme qu'un crédit avait été voté pour refaire 140 m de chemin en dur avec un renvoi d'eau qui a été réalisé et qu'il était concerné en tant que riverain et exploitant. Il confirme qu'un 2^e renvoi d'eau était prévu, mais dans le cadre de la procédure pour la prolongation de la haie, il s'est partiellement opposé, car la Commune devait faire une compensation. En séance de conciliation, l'opposition a été levée et le Conseil communal a décidé que le chemin serait fait.

IC : on passe sur une décision de l'Assemblée, car c'était pour stopper les conducteurs qui roulent très vite. Bonfol sera à son tour bientôt embêté, car ce genre de problèmes a été rencontré à Beurnevésin et on n'a rien pu faire. Les ralentisseurs étaient très bien pour cela, car lorsqu'il y aura un enfant de tué, le Conseil communal sera responsable.

Le Maire : le Conseil communal en prend note et il confirme qu'un déversoir a été réalisé avec un évitement pour l'eau et une chicane, mais il ignorait qu'un deuxième ralentisseur était en discussion. Il demande également si la Commune devait refaire un nouveau chemin goudronné.

Claude André : il y avait un secteur de chemin en béton vers la haie et le raccordement près de la route qui faisait 140 mètres. Comme il était encore en bon état, la Commune avait dit qu'elle referait le reste de ce chemin.

Le Maire : n'était pas au courant, mais il indique que le Conseil communal reprendra ce dossier.

IC : est-ce qu'il n'est pas venu aux oreilles de l'Autorité que cela roule trop vite ?

Le Maire : malheureusement, tout le monde roule trop vite et cela lui arrive également.

MT est étonné que l'on parle du chemin 45, car il était convaincu que c'était terminé. Il est étonné que le Conseil communal ait décidé de passer sur une décision de l'Assemblée communale. Comme c'est depuis longtemps un sujet de discussion, il demande que les personnes concernées se retrouvent et mettent fin à cette histoire.

Le Maire : le Conseil communal va reprendre ce dossier.

Gregory Hürlimann : remercie **IC** pour son intervention, mais n'a pas le souvenir d'avoir reçu un dossier particulier par rapport à ce qui vient d'être évoqué.

Claude André : l'Assemblée communale a décidé quelque chose et la Commune a déposé un permis, mais ce n'est pas parce que l'Assemblée a décidé quelque chose que cela se fera, car il peut être fait recours contre toute décision de l'Assemblée. Personnellement, il a déposé un recours et une séance de conciliation a eu lieu avec des représentants du Conseil. La conciliation a été réglée, donc l'affaire est close.



12